

VEILLE

hebdomadaire

Observatoire Arc de crise
marché n° 2016 1050 015 976

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Veille des réseaux sociaux / 17 – 23 septembre 2016

Tunisie : Reconduite d'un mois de l'état d'urgence

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a instauré le 19 septembre la prolongation d'un mois de l'état d'urgence, proclamé le 24 novembre 2015 dans tout le pays dans la foulée d'un attentat kamikaze contre la garde présidentielle en plein Tunis et revendiquée par l'EI.

Décidé en partie à cause de l'instabilité des frontières, notamment celle avec la Libye, l'état d'urgence interdit les manifestations ainsi que les grèves, tout en limitant la liberté de la presse.

Bien qu'encadrée par l'activation de l'article 80 de la Constitution qui prévoit de telles mesures en cas de « péril imminent menaçant les institutions de la nation, la sécurité et l'indépendance du pays », la prolongation suscite un éventail de réactions sur les réseaux sociaux.

Un soutien marqué

Une partie non négligeable des commentaires fait preuve d'un fort degré d'approbation, dépeignant la reconduite de l'état d'urgence comme une mesure adaptée à la précarité de la situation sécuritaire sur le plan interne :

« *Protégez notre pays pour qu'on puisse vaincre tous ceux qui nous veulent du mal* » (Sarrah Salhi Lazaar, Facebook).

Certains vont jusqu'à réclamer sa mise en place de manière perpétuelle :

« *Indéfiniment ce serait mieux !* » (Francesca Hass, Facebook).

D'autres considèrent une telle démarche comme inévitable :

« *Je crois que cette loi va être reconduite sans cesse car la situation n'est pas stable... Ô Seigneur dirigez-nous* » (Hammemi Riadh, Facebook).

Une tranche importante des commentaires emploie par ailleurs, dans leur soutien à l'état d'urgence, un langage religieux :

« *Seigneur, dirige le pays et aide-nous à le guérir de l'intérieur pour qu'on puisse le sauver le plus vite possible* » (Ve Er, Facebook).

Ces évaluations positives de l'ordonnance invoquent souvent le rôle des forces armées et les services de la sûreté d'État :

« *Ô Seigneur, protège notre pays et tous ceux qui le servent, que ce soient les services de sécurité ou l'armée, Seigneur, accorde-leur la victoire car ils sont des nôtres* » (Mohamed Ali Rabi, sur la page Facebook de la présidence tunisienne).

Moins abondants, d'autres s'appuient sur une analyse des marchés selon laquelle le

décret présidentiel serait le dernier rempart contre de nouveaux bouleversements économiques. Ce tweet évoque notamment la nécessité de protéger des voies de financement fiables contre les profiteurs, et pour soutenir l'économie nationale :

« *C'est la seule solution pour encourager l'investissement des hommes d'affaires tunisiens ainsi qu'étrangers pour qu'on évite de payer les énormes entreprises chinoises pour gagner du temps au détriment de notre souveraineté* » (Sleh Gaddour, Facebook).

On identifie également une animosité marquée parmi les commentaires favorables à la prolongation de l'état d'urgence, d'après lesquels la présence d'une cinquième colonne minerait la stabilité du pays. Les ennemis internes cités peuvent varier :

« *Inshallah que l'état d'urgence soit prolongé de cent ans pour lutter contre les juifs, les voleurs, les traîtres et les espions qui nous entourent* » (Larbi Larbi, Facebook).

Il y a aussi ceux qui attirent l'attention sur la frontière avec la Libye, citant l'utilité de l'état d'urgence comme répondant à la menace que constituent les groupes jihadistes actifs dans les zones limitrophes :

« *Il est important de ne pas relâcher l'étau, il faut intensifier l'élimination des « pourris », tout en fermant hermétiquement la frontière libyenne. Il ne faut pas hésiter à arrêter les complices de ces assassins, quel que soit leur rang !* » (Jeanclaude Sousse, Facebook).

Délaissée par la plupart des réactions partisans, la question de la responsabilité des dirigeants politiques du pays est malgré tout posée par quelques uns. Une poignée d'internautes réclame expressément la démission de certains hommes politiques ainsi que l'application des mesures qui

empêchent l'expression de mécontentement civil :

« *Les révolutionnaires annoncent l'état d'urgence aux tyrans, interdisant le déplacement des criminels en dehors du pays. Il faut également que tous les escrocs démissionnent de leurs postes et qu'on interdise le rassemblement public de plus d'un criminel puisque les voleurs se dirigent toujours vers la manifestation la plus proche* » (Majed Khaleel, Facebook).

« *Nos hommes politiques feraient mieux de démissionner* » (@monagal83915268).

Des voix dissidentes

Parmi les opposants à la reconduite de l'état d'urgence, de nombreuses réactions se montrent incrédules, révélant un scepticisme profond à l'égard de son utilité :

« *Pourquoi ????* » (Miriam Ben Arfa, sur la même page Facebook).

La prolongation suscite également de la frustration vis-à-vis du manque perçu de changements concrets dans la politique du gouvernement. Il faut noter qu'on avait déjà reconduit l'état d'urgence à cinq reprises :

« *Deux mois de plus ? Ils traînent les pieds* » (Mohamad Bod Bod).

La reconduite en lieu et place de solutions durables est également critiquée :

« *Les mois s'enchaînent. Et toujours en attente de solutions et de vraies décisions* » (@KEFISamy).

Au-delà d'une simple consternation à l'égard de l'absence d'innovation de la démarche du président, nombreux sont les commentaires qui fustigent l'état d'exception, l'accusant d'empirer une situation déjà tenue sur le plan sécuritaire :

« Ça veut dire qu'on ne résout rien tout en prolongeant la douleur » (@Abdalatif_12).

Le commentaire ci-dessous évoque un discours similaire, doté du hashtag « Manich_Msamah », nom d'un mouvement protestataire dont les membres sont majoritairement jeunes, et qui avait notamment organisé des manifestations contre la dernière reconduite de l'état d'urgence en juillet :

« La Tunisie est-elle un royaume, une république ou un zoo ? C'est nos enfants et nos familles qui vont en souffrir. #Manich_Msamah » (@manichmsama7).

On pourrait résumer de telles craintes par cette image, publiée par le compte Twitter de « RT Arabic » et partagée des dizaines de fois par les internautes tunisiens immédiatement après l'annonce du gouvernement :



Mise en cause de la classe politique

Un grand pourcentage des tweets et posts indique un désenchantement face aux prétendus défauts de la classe politique actuelle :

« L'urgence et l'austérité... Notre président est pitoyable et notre Premier ministre pire encore » (@abohanafi68).

On remet en question la militarisation de la société par le biais d'un état d'exception devenu permanent :

« La déclaration de l'état d'urgence mobilise l'ensemble des unités militaires attachées à l'armée libyenne dans les régions occidentales du pays... On se trouve enfermés dans une cage d'opérations militaires » (@hadey010).

Peut-être dû à l'intensité des commentaires dans les deux camps, certains notent avec inquiétude la controverse qu'occasionne l'état d'urgence :

« Mon Dieu ces lois ne font que semer la sédition [fitna] dans le pays » (Nesrine Alane, commentaire sur Facebook doté de plusieurs « j'aime »).

D'autres en profitent pour s'opposer à l'appel du gouvernement tunisien auprès d'un tribunal militaire pour interdire le Parti de la Libération [Hizb Al-Tahrir], après que ce dernier ait été accusé de « saper l'autorité de la nation » par Béji Caïd Essebsi :

« Il faut, plus que jamais, soutenir le Parti de la Libération et renverser le régime oppressif. Le Parti de la Libération est un parti politique qui se conforme au droit des partis, il ne devrait pas être amené devant les tribunaux militaires. Béji Caïd Essebsi et le gouvernement de Youssef Chahed menacent la Tunisie » (Seif Ben Ammar, Facebook).

On s'attaque également au président, l'accusant d'apathie et de convoitise d'autorité. Ce commentaire est à ajouter à la dénonciation des manœuvres mafieuses auxquelles il se livrerait, tenant l'influence des forces laïcistes pour responsable des difficultés rencontrées par le pays de manière plus générale :

« Ce président dort un ou deux mois dans le Palais présidentiel de Carthage, il se réveille le temps de prolonger l'état d'urgence puis il propose une amnistie pour les pillards pour enfin rentrer se rendormir. Il ne s'intéresse

qu'aux intérêts des mafieux, à l'état d'urgence et à son sommeil. Je crois que cet homme oublie tout et se présente aux élections avec ostentation pour assurer son accès au Palais présidentiel.

En revanche, la faute ne lui est pas imputable, mieux vaut blâmer tous ceux qui l'ont cru et qui ont voté pour lui, parmi lesquels il faudrait me placer au premier rang. C'est ce qu'on subit après 70 ans sous le joug des laïcistes » (Commentaire de Rami Al-Salimi, au bas d'un article paru sur le site d'Al-Jazeera).

Cet utilisateur déplore également la survie des intérêts particuliers de l'époque de Ben Ali tout en décrivant l'état d'urgence comme un prétexte permettant l'assujettissement du peuple :

« Il y a besoin d'un seul prétexte pour prolonger l'état d'urgence en Tunisie : que les dirigeants mafieux au sein du parti de « l'appel à la guerre » [faisant référence au premier parti du pays, Nidaa Tounis ou Appel de la Tunisie] se mettent d'accord vis-à-vis de la mise en œuvre de l'un de leurs « projets » retardés, à l'instar de l'amnistie accordée à leurs collègues parmi les chefs de la mafia de l'époque de Ben Ali.

Ça leur évite d'être tenus responsables pour leurs crimes, tout en leur permettant de garder les milliards qu'ils ont pillés du peuple tunisien. Ces lois prennent les Tunisiens au piège, l'état d'urgence sert à les empêcher de descendre dans la rue pour protester contre ces lois mafieuses » (Commentaire anonyme rédigé à la suite d'un article sur le site d'Al-Jazeera).

En revanche, la prochaine réaction dépeint la prolongation comme l'extension d'une marginalisation de la société musulmane par les forces laïques, qui remonterait à l'ère coloniale :

« Les Musulmans vivent dans l'état d'urgence, cloisonnés dans des prisons ouvertes depuis l'arrivée des armées occidentales dans les pays musulmans lors de la période de l'impérialisme. Depuis leur départ, l'installation de marionnettes leur permet de poursuivre leurs propres intérêts tout en empêchant les Musulmans de se libérer. Cette loi de l'état d'urgence ne fait que les persécuter en assurant leur asservissement » (Commentaire sur l'article d'Al-Jazeera cité ci-dessus, doté de 4 likes).

Cet image, publié sur la page Facebook « Anti Nahda » et sous-titrée « état d'urgence », suggère que le but réel de l'état d'exception est loin d'être axé sur la lutte antiterroriste :



Une part importante des utilisateurs considère que la reconduite est davantage une marque d'incompétence et d'impuissance de l'administration Essebsi :

« Ils cherchent des solutions au rabais, ils n'arrivent pas à gérer du tout » (Azzou Don Ho, Facebook).

« Le président est obligé d'annoncer l'état d'urgence, ce qui équivaut à une déclaration

de guerre, pour qu'il n'ait pas l'air d'une mauviette » (Maverick Thysdrus, Facebook).

D'autres y voient à l'inverse les signes d'une dérive autoritaire :

« Ils tirent des leçons de ce qu'a fait Al-Sissi » (Fast Guépard, Facebook).

Finalement, une dernière partie des commentaires cherche à rassurer les plus frileux, déjouant toute tentative d'hyperbole en relativisant :

« Pour tous ceux qui craignent l'état d'urgence : en Tunisie on le reconduit tous les trois mois sans même avoir besoin d'un coup d'État raté pour le justifier » (@AyoubBazouzi1).